



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Délibération 15

OBJET : Vœu présenté au nom de la majorité municipale – vœu contre le projet de la Ville de Paris de construire un nouvel incinérateur de déchets dans le Val-de-Marne, à Vitry-sur-Seine.

Conseillers en exercice	: 33
Présents	: 30
Représentés	: 2
Excusée	: 1
Absent	: 0

SEANCE DU JEUDI 1^{er} OCTOBRE 2026

L'an deux-mille-vingt-six, le 1^{er} octobre à dix-neuf heures et trente-deux minutes, le conseil municipal de LA QUEUE-EN-BRIE, légalement convoqué par Madame Karine BASTIER, Maire, conformément aux articles L.2121-9 et L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni en Mairie, en séance publique, sous sa Présidence.

PRESENTS :

Mme le Maire, Mme OUAZZIZ, M. AVEZ, Mme DE ALMEIDA, M. GRISVARD, M. NGOMBÉ, Mme DEFFON et M. ROHAUT, adjoints au maire.
Mme DAAS, M. VALENTIM BOUHAFI, Mme DÉGREMONT, M. SALMON et Mme THOMAS, conseillers municipaux délégués.
M. RIBOLLA, Mme LY SONG VENG, Mme BAKFALOUNI, M. CONÇALVES DA SILVA, M. KERKADENE, Mme RODRIGUES, M. BOSSEUR, M. BEPOIX, Mme SESSA, Mme EBRAHIM, Mme ZAÏDANE, M. ANDREA, M. HUBER, M. DA SILVA TADEU, Mme NARDONE, M. SANGOÏ, et Mme LYNSEELE, conseillers municipaux.

POUVOIRS :

M. SESSA, 1^{er} adjoint au maire, pouvoir à Chloé SESSA, conseillère municipale.
Mme GAY, adjointe au maire, pouvoir à Mme le Maire.

EXCUSEE :

Mme MARNIER, conseillère municipale.

SECRETAIRE DE SEANCE :

M. BOSSEUR, conseiller municipal.

Vœu présenté au nom de la majorité municipale

Vœu contre le projet de la Ville de Paris de construire un nouvel incinérateur de déchets dans le Val-de-Marne, à Vitry-sur-Seine.

CONSIDÉRANT les délibérations adoptées par le Conseil de Paris les 2 juillet et 17 décembre 2025 dans le cadre du renouvellement du contrat de concession du chauffage urbain parisien ;

CONSIDÉRANT que ces délibérations font explicitement reposer l'atteinte des objectifs de verdissement du réseau de chaleur urbain de la Ville de Paris sur la construction d'un nouvel incinérateur de déchets dans le Val-de-Marne, dans le quartier des Ardoines à Vitry-sur-Seine ;

CONSIDÉRANT que le Conseil de Paris, dans sa délibération n° 2025 DU 87 du 2 juillet 2025, indique vouloir s'approprier les parcelles DH 64 et DH 67 situées à Vitry-sur-Seine et autorise à cet effet la maire de Paris à mettre en œuvre la procédure visée aux articles L. 1, L. 121-1 et suivants et L. 411-1 et suivants, et R. 112-5 du code de l'expropriation et à saisir les services de l'État en vue de l'ouverture des enquêtes publiques et de l'obtention de la déclaration d'utilité publique de cette opération ;

CONSIDÉRANT qu'au cours du débat au Conseil de Paris sur la délibération n° 2025 SG 36 du 17 décembre 2025, un amendement demandant la réalisation d'études d'impact préalables en lien avec l'Agence Régionale de Santé, leur transmission aux élus des villes environnantes et leur publication afin de garantir une information transparente et fiable des riverains a été rejeté ;

CONSIDÉRANT que le département du Val-de-Marne n'a été à aucun moment informé de l'élaboration de ce projet par la Ville de Paris alors même que son territoire est directement concerné ;

CONSIDÉRANT que le Val-de-Marne accueille déjà trois incinérateurs de déchets situés à Créteil, Ivry-sur-Seine et Rungis, ce qui en fait aujourd'hui l'un des départements d'Île-de-France les plus exposés aux émissions polluantes ;

CONSIDÉRANT que des associations environnementales reconnues ont calculé que ce nouvel incinérateur envisagé à Vitry-sur-Seine devrait brûler au minimum 450 000 tonnes de déchets de type Combustibles Solides de Récupération (CSR) par an, soit autant que toutes les installations d'Île-de-France réunies sur un site densément peuplé ;

CONSIDÉRANT les préoccupations que soulèvent ce projet en matière de santé environnementale et d'aspiration à une meilleure qualité de vie pour de très nombreux Val-de-Marnais et élus du Val-de-Marne, notamment par la signature de pétitions ;

CONSIDÉRANT que le site envisagé à Vitry-sur-Seine se trouve à proximité immédiate du tracé du futur bus TZen 5 porté par Île-de-France Mobilités, du tracé d'intention du prolongement de la ligne 10 du métro et de deux nouveaux quartiers d'habitat appelés à accueillir 20 000 nouveaux habitants d'ici à 2040 (Zac Seine Gare Vitry et ZAC Gare Ardoines) ;

CONSIDÉRANT l'engagement constant du Département du Val-de-Marne en faveur de la transition écologique et de la protection de la santé publique, notamment par la mise en œuvre d'une Stratégie Climat départementale ;

CONSIDÉRANT que dans un rayon de seulement quatre kilomètres autour du site envisagé résident environ 500 000 habitants, soit un tiers de la population départementale, et que 40 % des équipements départementaux y sont implantés (39 collèges, 29 crèches départementales, 35 centres de PMI, 19 bâtiments administratifs ou culturels, 8 Espaces Départementaux de Solidarités, 7 collèges privés sous contrat, 5 parcs départementaux...) ;

CONSIDÉRANT que le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'Établissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre, approuvé le 16 décembre 2025 et en vigueur depuis le 1er janvier 2026, promeut un « urbanisme favorable à la santé pour le bien-être du vivant » et identifie différents leviers dans une approche bioclimatique dont la préservation de la qualité de l'air en limitant l'exposition aux activités polluantes ;

CONSIDÉRANT que le 12 janvier 2026 la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) a désigné des garants chargés d'organiser une concertation préalable alors que les délibérations du Conseil de Paris ont déjà acté le principe et la structuration du projet ;

CONSIDÉRANT que le Ministre chargé de la transition écologique a demandé à la maire de Paris dans un courrier daté du 30 janvier 2026 que l'étude d'impact attendue devra être particulièrement rigoureuses et démonstrative, notamment sur les émissions de poussières fines (PM2,5 et PM10) et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dont les effets sur la santé sont avérés ;

CONSIDÉRANT qu'un projet d'incinérateur de déchets ménagers avait été envisagé au même endroit dans le Val-de-Marne dans les années 1990 et qu'il avait été mis en échec grâce à la mobilisation de nombreux élus locaux et Val-de-Marnais ;

CONSIDÉRANT que la Ville de Paris revendique un alignement avec les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat signé il y a 10 ans et que cela suppose une cohérence territoriale et une responsabilité pleine dans la gestion des impacts environnementaux et sanitaires liés à ses politiques publiques, pas à les déplacer vers les territoires voisins ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

DEMANDE à la Ville de Paris d'abandonner son projet de construction d'un incinérateur de déchets dans le Val-de-Marne ;

DEMANDE à la Ville de Paris d'assumer ses responsabilités climatiques en construisant cet incinérateur de déchets sur son territoire ;

DEMANDE à la Commission Nationale de Débat Public, dans le cadre ce projet dénommé « Thermosur-Seine », d'organiser des réunions publiques de concertation avec les Val-de-Marnais non seulement à Vitry-sur-Seine mais aussi dans les villes environnantes, en particulier celles situées dans un rayon de 4 km autour du site envisagé.

➤ **Vœu voté à l'unanimité.**